



COMMISSION  
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 17.12.2021  
C(2021) 9132 final

ANNEX

**ANNEXE**

**de la**

**COMMUNICATION DE LA COMMISSION**

**Approbation du contenu d'un projet de règlement de la Commission modifiant le  
règlement (UE) no 717/2014 en ce qui concerne sa période d'application et les montants  
cumulés maximaux des aides *de minimis***

## ANNEXE

### RÈGLEMENT (UE) .../... DE LA COMMISSION

du XXX

modifiant le règlement (UE) n° 717/2014 en ce qui concerne sa période d'application et les montants cumulés maximaux des aides *de minimis*

### PROJET

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 108, paragraphe 4,

vu le règlement (UE) 2015/1588 du Conseil du 13 juillet 2015 sur l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à certaines catégories d'aides d'État horizontales<sup>1</sup>, et notamment son article 2, paragraphe 1,

après consultation du comité consultatif en matière d'aides d'État,

considérant ce qui suit:

- (1) Le 29 avril 2019, la Commission a lancé une évaluation des performances des instruments sectoriels applicables aux aides d'État dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture depuis leur adoption en 2014-2015, dont le règlement (UE) n° 717/2014, en vue de les modifier ou de les abroger pour la période 2023-2027. Les premiers résultats de cette évaluation ont montré que le règlement (UE) n° 717/2014 reste un instrument pertinent, efficient et efficace, notamment pour permettre aux États membres de s'attaquer rapidement aux effets négatifs à court terme résultant d'événements imprévus susceptibles de mettre en péril les performances économiques d'opérateurs viables et de compromettre l'emploi<sup>2</sup>. Il convient toutefois que le règlement (UE) n° 717/2014 demeure cohérent et compatible avec les autres règles pertinentes aux fins de l'appréciation des aides d'État dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, en particulier avec le règlement (UE) 2021/1139 du Parlement européen et du Conseil<sup>3</sup>.
- (2) Le règlement (UE) 2020/2008 de la Commission<sup>4</sup> a prolongé la période d'application du règlement (UE) n° 717/2014 jusqu'au 31 décembre 2022 afin que les États membres puissent continuer à octroyer de petits montants d'aide dans l'attente de l'adoption du règlement (UE) 2021/1139.

---

<sup>1</sup> JO L 248 du 24.9.2015, p. 1.

<sup>2</sup> [PENDING]

<sup>3</sup> Règlement (UE) 2021/1139 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 instituant le Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture et modifiant le règlement (UE) 2017/1004 (JO L 247 du 13.7.2021, p. 1).

<sup>4</sup> Règlement (UE) 2020/2008 de la Commission du 8 décembre 2020 modifiant les règlements (UE) n° 702/2014, (UE) n° 717/2014 et (UE) n° 1388/2014 en ce qui concerne leur période d'application et les autres adaptations à y apporter (JO L 414 du 9.12.2020, p. 15).

- (3) Il convient de mettre à jour les montants cumulés maximaux des aides *de minimis* octroyées par État membre aux entreprises du secteur de la pêche et de l'aquaculture sur une période de trois exercices fiscaux qui sont visées à l'article 3, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 717/2014 à l'aide de données sectorielles plus récentes. En particulier, il y a lieu de baser les montants cumulés maximaux sur une moyenne triennale du chiffre d'affaires annuel des activités de capture, de transformation et d'aquaculture dans chaque État membre, obtenue en excluant les entrées les plus élevées et les plus basses sur une période de cinq ans, à savoir 2014-2018.
- (4) Afin de permettre aux États membres de continuer à octroyer de petits montants d'aide conformément au règlement (UE) n° 717/2014, et d'assurer la continuité et la sécurité juridique, il convient d'apporter un certain nombre d'adaptations au règlement (UE) n° 717/2014 telles que répertoriées à l'article 1<sup>er</sup> du présent acte, de tenir compte de l'évolution juridique et économique du secteur de la pêche et de l'aquaculture et de prolonger sa période d'application jusqu'au 31 décembre 2027.
- (5) Il convient dès lors de modifier le règlement (UE) n° 717/2014 en conséquence,

#### A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

##### *Article premier*

Le règlement (UE) n° 717/2014 est modifié comme suit:

- (1) à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 1, le point h) est remplacé par le texte suivant:  
«h) des aides à l'arrêt temporaire ou définitif des activités de pêche, sauf dispositions particulières dans le règlement (UE) n° 2021/1139 du Parlement européen et du Conseil\*;  
  
\_\_\_\_\_
- \* Règlement (UE) 2021/1139 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 instituant le Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture et modifiant le règlement (UE) 2017/1004 (JO L 247 du 13.7.2021, p. 1).»;
- (2) à l'article 8, le second alinéa est remplacé par le texte suivant:  
«Il est applicable jusqu'au 31 décembre 2027.»;
- (3) l'annexe est remplacée par le texte figurant à l'annexe du présent règlement.

## *Article 2*

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le

*Par la Commission*  
*La présidente*  
*Ursula von der Leyen*

## **ANNEXE I**

### **Plafond national visé à l'article 3, paragraphe 3**

(en EUR)	
<b>État membre</b>	<b>Montant cumulé maximal de l'aide <i>de minimis</i> octroyée par État membre dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture<sup>(1)</sup></b>
Belgique	24 540 750
Bulgarie	2 172 884
Tchéquie	3 842 769
Danemark	81 833 109
Allemagne	77 196 702
Estonie	4 243 567
Irlande	26 601 846
Grèce	28 923 364
Espagne	217 119 657
France	181 019 480
Croatie	8 681 955
Italie	118 166 895
Chypre	998 928
Lettonie	5 513 209
Lituanie	16 035 859
Luxembourg	0
Hongrie	1 259 151
Malte	3 474 898
Pays-Bas	37 118 541
Autriche	2 986 023
Pologne	72 434 934
Portugal	43 197 046
Roumanie	4 237 681

Slovénie	540 764
Slovaquie	2 071 578
Finlande	12 384 203
Suède	20 537 179
Royaume-Uni en ce qui concerne l'Irlande du Nord	4 377 695
<p>(<sup>1</sup>) Les montants cumulés maximaux de l'aide <i>de minimis</i> sont basées sur une moyenne triennale du chiffre d'affaires annuel des activités de capture, de transformation et d'aquaculture dans chaque État membre, obtenue en excluant les entrées les plus élevées et les plus basses sur une période de cinq ans, à savoir 2014-2018.»</p>	